

Nouvelles locales des jeudi 20 et vendredi 21 juin 2013

@rib News, 21/06/2013 - Vendredi 21 juin 2013 | Economie - Les devises deviennent encore une fois rares dans le pays. Les bureaux de change de la ville de Bujumbura affirment qu'ils n'en disposent pas du tout depuis que la BRB a pris une décision empêchant les banques commerciales d'octroyer ces devises aux changeurs, il y a de cela trois mois. Ils précisent qu'ils travaillent à perte puisqu'ils reçoivent à peine une somme de 300 dollars américains seulement de provenance de simples citoyens et ajoutent qu'ils reçoivent cette somme en une petite période en temps normal. Ils demandent que la BRB trouve une réponse aux changeurs illégaux qui les concurrencent. [Rpa]

Les Droits de l'Homme - Le représentant du syndicat STEB dans la commune de Buhiga de la province de Karusi a été arrêté ce vendredi matin. Il a été accusé d'avoir volé les autres enseignants qui ont arrêté le travail ce jour-là. Le directeur qui a été appelé pour le charger de ces faits a affirmé que cet enseignant n'a pas tenu de réunion dans la commune. Le représentant de ce syndicat dans la province de Karusi estime que cela est une intimidation de la part des autorités chargées de l'éducation dans cette province et que cela n'aura pas d'effets. [Isanganiro]

Société - Le FOCES a été satisfait par la tenue ce 24 juin à Bujumbura d'une réunion pour analyser le travail accompli par la CNTB. Le représentant légal de ce forum dit pourtant que la réunion ne doit pas seulement se pencher sur l'incompréhension observée entre les décisions de la CNTB et celle de la Justice, mais sur tout le travail de la Commission. Pacifique Nininahazwe demande aussi que les 200 participants ne soient pas seulement ceux qui viennent lancer des fleurs à cette Commission. Selon lui, ils doivent analyser ce travail sur tous les angles. Il demande en outre au Gouvernement d'indemniser trois catégories de personnes : les rapatriés dont les biens ont été confisqués par le Gouvernement, les rapatriés qui ont été installés à la CNTB et chassés par les Tribunaux ainsi que les acquéreurs de bonne foi. Cela devrait tout de même permettre à la CNTB de bien travailler en dehors de toutes les critiques. [Rtnb/Rpa/Rtr/Isanganiro/Bonesha]

Gouvernance - La population de la commune de Kanyosha dans la province de Bujumbura est toujours prise en otage par la mésentente entre le Gouverneur de cette province et le Conseil communal. Elle fait savoir que depuis cette crise, elle ne peut pas avoir les documents exigés au niveau administratif puisque le Gouverneur a emporté avec lui le sceau communal. De plus, les taxes communales ne sont plus perçues, ce qui fait que le personnel communal ne perçoive plus de salaire et les chefs de colline ne vaquent plus normalement à leurs activités puisqu'ils ne reçoivent plus les primes de la commune. Enfin, les prix des produits grimpent chaque jour puisqu'il n'y a pas de contrôle. Elle demande que la situation soit clarifiée afin que tous ces problèmes soient résolus. [Rpa]

Cinq personnes sont accusées par la population de la zone de Kazirabageni de la commune Nyanza-Lac en province de Makamba de vouloir se comporter comme des membres de la CNTB en voulant aider dans la résolution des conflits fonciers entre les résidents et les rapatriés tout en affirmant qu'ils travaillent avec la CNTB. Ce qui est étonnant, selon cette population, c'est que ce groupe demande surtout aux résidents une somme comprise entre 300.000FBu et 500.000FBu pour qu'ils gardent les parcelles à leur disposition. La population accuse l'administration communale de ne pas être active sur cette question. Cette dernière fait savoir qu'elle est seulement au courant d'une association de facilitateurs et dont elle a auditionné un représentant. Le porte-parole de la CNTB affirme que ce groupe n'est pas connu par la commission. Dieudonné Mbonimpa demande à la population de se faire des personnes pareilles. Les collaborateurs de la CNTB sont connus, ajoute-t-il et les autorités administratives et les chargés de la sécurité doivent agir pour radicaliser ce phénomène. [Isanganiro]

Education - La présidente du syndicat STEB estime que les injonctions du Gouvernement qui demandent aux enseignants en grève de rester à la maison afin de ne pas gêner ceux qui ont décidé de ne pas grever constituent une intimidation qui s'ajoute aux autres que le Gouvernement ne cesse de proférer. Selon Eularie Nibizi, les enseignants doivent se rendre aux lieux de travail, mais ils n'y restent pas pour longtemps puisqu'ils rentrent aussitôt. Elle trouve que le Gouvernement ne veut pas résoudre les problèmes liés à ce qu'il a lui-même promis et qu'il cherche toujours à esquiver. [Rpa]

L'effectif des enseignants - La grève dans la province de Karusi continue de croître du jour au jour. Selon les autorités éducatives dans cette province, cette situation est déplorable puisque ceux qui étaient en train de faire passer les examens ont arrêté ce travail depuis ce jeudi et font savoir qu'ils n'ont qu'à attendre la fin de la grève pour la poursuite des activités. Les parents demandent aux enseignants et au Gouvernement de s'asseoir ensemble pour résoudre cette question afin que les enfants retrouvent le chemin de l'école. Ils demandent aussi au Gouvernement de débloquer les salaires du mois de mai pour les enseignants puisque c'est leur droit. [Isanganiro]

Le représentant du syndicat STEB dans la province de Bubanza fait savoir qu'il reçoit des coups de téléphone de la part de certaines autorités dans cette province pour lui intimé l'ordre de retourner au travail. Selon lui, le droit de grève lui est reconnu par la loi et aussi longtemps que la grève n'est pas terminée au niveau national, il ne va pas se présenter au service. Selon les autorités pointées du doigt par ce responsable syndical, les appels visaient à lui faire savoir qu'il est le seul qui reste en grève sur le total des enseignants de l'école primaire de Bubanza I. [Bonesha]

Le porte-parole de l'ADC-Ikibiri condamne les personnes qui ont réuni les élèves du Lycée de Rumonge pour leur demander de travailler pour le parti au pouvoir afin qu'il gagne les élections de 2015. Chevineau Mugwengezo estime qu'au lieu de trouver une réponse aux problèmes des enseignants qui ne sont pas au travail, les autorités se précipitent à utiliser les élèves à des fins politiques qui ne leur sont pas profitables. Selon lui, elles doivent être poursuivies puisqu'elles veulent détourner les élèves de leur objectif premier qui est d'étudier. [Bonesha]

Jeudi 20 juin 2013 | Politique - Le parti Frodebu-Nyakuri vient de rendre public un communiqué de presse dans lequel il annonce que les efforts de réunification entre ce parti et le parti Sahwanya Frodebu dirigé par Léon Ngendakumana ont été définitivement abandonnés. Selon le porte-parole de ce parti, la faute en incombe au Sahwanya Frodebu qui a envahi le pays pour mentir aux membres que la réunification est terminée en compagnie des membres chassés par le parti Nyakuri. Le parti Sahwanya Frodebu affirme quant à lui qu'il n'a jamais eu de réunification des ailes du parti de Ndadaye. Selon le vice-président de ce parti, c'est le Frodebu-Nyakuri qui est allé mentir que la réunification est terminée et que c'est Minani qui va diriger le parti unifié. Frédéric Bamvuginyumvira ajoute que l'objectif de ce parti est le retour au bercail de tous les anciens compagnons de Ndadaye en 1992 dont ceux qui sont au

Frodebu-Nyakuri et ailleurs. [Isanganiro/Rpa]- Certains Ã©lites du LycÃ©e de Rumonge dÃ©noncent la politisation de cet Ã©tablissement scolaire. En effet, ils affirment que plus de 700 Ã©lites ont Ã©tÃ© rÃ©unis par le reprÃ©sentant du parti CND FDD dans cette commune en compagnie du chef des Imbonerakure dans la commune. L'objectif de cette rÃ©union Ã©tait d'exhorter ces Ã©lites Ã©aider le parti au pouvoir Ã© prÃ©parer et Ã© remporter les Ã©lections de 2015. Il leur en effet demandÃ© de bien prÃ©parer le terrain lors des vacances qui approchent. Les Ã©lites font savoir qu'ils sont obligÃ©s d'accepter ce travail pour se protÃ©ger puisque toutes les autoritÃ©s de ce LycÃ©e sont des membres du parti au pouvoir. Directeur de cette Ã©cole nie ces faits et prÃ©cise que la rÃ©union n'aurait pas ce but. [Bonesha] Droit de l'Homme - L'FOCODE constate que les lois qui sont en train d'Ã©tre votÃ©es et mises en place au Burundi le sont d'une faÃ§on prÃ©cipitÃ©e et de ce fait, elles ne vont profiter Ã© personne. Selon le reprÃ©sentant lÃ©gal de ce forum, la loi sur la presse ainsi que le projet de loi sur les manifestations et les rÃ©unions publiques sont de nature Ã© opprimer les personnes. Pacifique Nininahazwe trouve que le pouvoir actuel a encore du sang de la dictature militaire qui coule dans ses veines. Selon lui, la population est habituÃ©e Ã© la libertÃ© et ne pourra pas s'adapter facilement Ã© des lois contraignantes. [Bonesha/Rtr]- Les cabaretiers du quartier de Burengo dans la commune et province de Ngozi accusent le chef de zone de Ngozi rurale d'avoir dÃ©cidÃ© que les vieillards de ces cabarets soient remplacÃ©s par des Imbonerakure moyennant une somme de 400.000FBu par mois. Le reprÃ©sentant de ces cabaretiers fait savoir qu'il a subi de mort de la part de ce chef de zone puis qu'ils ont refusÃ© cette dÃ©cision. Ce chef de zone semble ne pas nier l'existence de cette dÃ©cision puis affirme que la sÃ©curitÃ© serait bonne si elle est assurÃ©e par ces Imbonerakure. [Isanganiro]- La FÃ©dÃ©ration Internationale des Journalistes doute que le prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi ait requis l'avis des pays occidentaux pour promulguer la loi sur la presse au Burundi. Selon le chargÃ© de la communication au sein de cette association, il n'y a pas de pays qui ne protÃ©ge pas les sources des informations fournies par les journalistes. Ernest Sagaga trouve que partout les journalistes sont protÃ©gÃ©s quant Ã© la rÃ©vÃ©lation de leurs sources d'information. Il se demande ainsi les pays qui consultÃ©s. [Bonesha] SÃ©curitÃ© - Un policier a Ã©tÃ© tuÃ© un autre blessÃ© sur la colline de Rubamvyi de la commune et province de Gitega vers 2 heures dans la nuit de mercredi Ã© jeudi. Les policiers allaient intervenir alors qu'un groupe de bandits armÃ©s de fusils avaient arrÃ©tÃ©s deux camions en provenance de Kayogoro dans la province de Makamba. Ces bandits ont ainsi changÃ© des coups de feu avec ces bandits qui ont aussitÃ©t pris le large. Ils n'ont pas Ã©tÃ© identifiÃ©s. La Police affirme qu'elle a commencÃ© des enquÃ©tes. [Rtnb/Bonesha/Rpa/Isanganiro]- Un homme a failli tuer sa femme sur la colline de Rubira de la commune Mpanda de la province Bubanza ce mercredi soir. Alors qu'il Ã©tait en train de creuser un trou dans lequel la femme devrait Ã©tre enterrÃ©e aprÃ©s l'avoir tuÃ©e, cette derniÃ©re a criÃ© appelant au secours et les voisins sont vite intervenus. Ces derniers reconnaissent que la cohabitation au sein de ce couple n'Ã©tait pas du tout bonne. L'homme en question ne nie pas les faits et a aussitÃ©t Ã©tÃ© arrÃ©tÃ© et placÃ© en cellule dans les cachots de la Mpanda. [Isanganiro/Rtnb] Education - Certains enseignants d'Ã©cole primaire dans la ville de Gitega qui n'avaient pas arrÃ©tÃ©s le travail avec les autres affirment que les propos de la ministre de l'Enseignement primaire et secondaire ont Ã©tÃ© si dÃ©cevants qu'ils ont changÃ© d'avis et entamÃ© eux aussi le mouvement de grÃ©ve. Ils considÃ©rent que la ministre devrait pas les intimider en arguant que la grÃ©ve est illÃ©gale et que ceux qui ne vont pas reprendre le travail seront considÃ©rÃ©s comme des dÃ©serteurs. Ils estiment que ces propos sont de nature Ã© les distraire de leurs revendications. [Rpa]- Le reprÃ©sentant du syndicat STEB dans la province de Cibitoke affirme que les enseignants de cette province sont en train de subir des intimidations de la part de l'inspecteur provincial de l'enseignement primaire. En effet, Edouard Icishaka affirme que ces enseignants sont obligÃ©s d'apposer leur signature sur des listes pour s'engager Ã© ne plus faire grÃ©ve. Il ajoute aussi qu'il est personnellement intimidÃ© par l'inspecteur provincial et poursuivi par la Police. Il demande aux enseignants de bien se positionner pour dÃ©fendre leurs droits et de ne pas avoir peur des sanctions puisque selon lui, le fait de toucher un salaire misÃ©rable est la pire des sanctions. L'inspecteur provincial de l'enseignement primaire dans cette province affirme qu'il donne tout simplement un rapport de la situation puisque les grÃ©vistas ne sont pas du tout nombreux et prÃ©cise qu'il n'y a pas d'intimidations. [Isanganiro/Rpa]- Les Ã©lites des Ã©coles rÃ©gionales de la province de Mwaro ont commencÃ© Ã© Ã©tre renvoyÃ©s de leurs Ã©coles. Selon les autoritÃ©s scolaires, il faut que les Ã©lites viennent attendre la solution du problÃ©me Ã©tant Ã© la maison pour Ã©viter les dÃ©penses qui sont Ã©normes lorsque les Ã©lites ne sont pas en train d'Ã©tudier. Mais, certaines Ã©coles ont donnÃ© privilÃ©ge aux Ã©lites qui viennent de trÃ©s loin estimer pouvoir continuer Ã© les supporter s'ils restent Ã© l'Ã©cole. [Rtnb/Isanganiro]- Le Conseil national des Bashingantahe estime qu'il faut que le dialogue entre les syndicats des enseignants et le Gouvernement soit amorcÃ© dans les meilleurs dÃ©lais. Selon le prÃ©sident de ce Conseil, les rÃ©clamations des enseignants sont suffisamment fondÃ©es. Balthazar Habonimana estime toutefois qu'ils doivent rÃ©clamer ce que le Gouvernement peut trouver et au Gouvernement il demande un effort supplÃ©mentaire pour que les Ã©lites retournent Ã© l'Ã©cole. [Bonesha]